

Libération des prisonniers Kanak !

Category: International

écrit par jmfouquer | 6 juillet 2024

Solidarité avec le peuple Kanak.

Libération immédiate des prisonniers indépendantistes Kanak.

Depuis plus de trois décennies, un processus de décolonisation, avec beaucoup de limites et de difficultés, a changé la situation en Kanaky/Nouvelle-Calédonie et la relation entre la France et ce territoire du Pacifique.

Depuis 2021, le gouvernement Macron a rompu avec l'esprit et les principes de l'accord de Nouméa (1998), conduisant l'État français à sortir de son rôle de garant du processus. Il a accumulé les décisions politiques brisant ce processus et créant ce qui est vécu par le peuple Kanak comme une volonté de recoloniser leur pays.

- Le 3^e référendum pendant la période de deuil coutumier suite au COVID a été imposé contre les Kanak qui n'y ont pas participé, et le gouvernement et la droite extrémiste calédonienne en tirent argument pour décréter que le « *maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France* » est le choix démocratique et définitif de la société calédonienne.
- La loi constitutionnelle portant dégel du corps électoral pour les élections provinciales a été adoptée contre tous les avertissements que cette mesure autoritaire allait mettre le feu à l'archipel. Aujourd'hui, après sept semaines de violences ininterrompues, la Kanaky/Nouvelle-Calédonie est au bord de la guerre civile. Macron, qui porte l'entière

responsabilité de la situation ainsi créée, ne fait rien pour prévenir ce risque.□

- Il a annoncé la suspension *sine die* de cette loi incendiaire et a appelé à l'apaisement et au dialogue. Mais en même temps, la répression se déploie sans limites contre les Kanak : mobilisation de 4 000 policiers et gendarmes (pour une population de 280 000 habitants), 1 520 interpellations dont 115 définitives, perquisitions des locaux des organisations indépendantistes... Et arrestations de dix responsables de la CCAT et du FLNKS. Sept, dont une mère de trois enfants, sont déporté·es en France, à 17 000 kilomètres de leur terre et de leurs familles, dispersé·es dans différentes maisons d'arrêt. Scandaleuse violence toute coloniale à l'égard du peuple kanak et de ses représentantes et représentants !

Par ces honteuses provocations à l'égard du peuple kanak, que cherche le pouvoir ?

Envisage-t-il de s'aligner sur les Calédonien·nes de la droite la plus colonialiste et extrémiste et d'engager une nouvelle guerre coloniale ?

Il faut stopper cette folie !

Toutes les composantes de la gauche et de l'écologie, toutes les forces démocratiques ne sauraient être indifférentes aux risques d'une telle situation. Il leur faut se mobiliser en urgence et dans l'unité pour exiger :

- La libération immédiate et sans conditions des prisonnier·ères indépendantistes et leur retour en Kanaky auprès de leurs familles et de leurs proches.
- L'arrêt de la répression à l'égard de la jeunesse kanak et des forces indépendantistes.
- Un dialogue honnête entre les composantes de la société calédonienne, respectueux du peuple kanak, de ses

droits, dont celui de l'accès à la pleine souveraineté,
reconnu par l'ONU et le droit international.

**ENSEMBLE! s'engage pour défendre ces exigences, assure de sa
solidarité les prisonniers politiques et les forces
indépendantistes kanak.**

Bagnolet, le 3 juillet 2024

ENSEMBLE!

**Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et
Solidaire**

Pour compléter, vous pouvez lire sur notre site :

▪ **Kanaky : le pouvoir est l'incendiaire**